

Les Laboratoires régionaux de recherche pédagogique au Maroc : la légitimité scientifique et les défis du développement

Ibrahim Bouabdallah*

*Centre Régional des Métiers de l'Éducation et de la Formation de l'Oriental, Oujda, Maroc.
Laboratoire de Chimie Appliquée et Environnement, Faculté des Sciences, Université Mohammed Ier, Maroc.*

*E-mail : bouabib2002@yahoo.fr

Résumé

Au Maroc, les Laboratoires régionaux de recherche pédagogique ont été implantés aux seins des Académies régionales de l'éducation et de la formation pour gérer et conduire des recherches pédagogiques au niveau régional. Après plus d'une décennie d'exercice, ces laboratoires n'ont pas acquis une position avancée parmi les opérateurs de recherche. Leurs scores de visibilité scientifique sont toujours faibles. Par une méta-analyse d'un corpus d'étude constitué de trente documents, la recherche examine l'identité de ces laboratoires et leurs infrastructures de pilotage. Les résultats obtenus montrent des différences significatives entre ces entités et ceux affiliées aux universités quant aux structures, ressources humaines et missions. Les instances de pilotage ne permettent pas une pérennité des activités de recherche. L'amélioration scientifique de ces laboratoires stipule une révision de leurs fonctions principales, un recrutement d'un personnel chercheur légitime, une accréditation par les organisations scientifiques et un développement de la réputation scientifique.

Mots-clés: Accréditation - Légitimité - Pilotage - Recherche pédagogique - Réputation

Regional pedagogical research laboratories in Morocco: scientific legitimacy and development challenges

Abstract

In Morocco, the Regional pedagogical research laboratories have been implanted in the Regional academies of education and training to manage and conduct pedagogical research at the regional level. After more than a decade of practice, these laboratories have not acquired an advanced position among research operators. Their scientific visibility scores are still low. Through a meta-analysis of a studied corpus including thirty documents, this research examines the laboratory identities and their management infrastructures. Obtained results show significant differences between these entities and those affiliated with universities in terms of structures, human resources and missions. Management bodies don't allow the sustainability of research activities. The scientific improvement of these laboratories stipulates reviewing their main functions, the recruitment of legitimate research staff, the accreditation by scientific organizations and the development of scientific reputation.

Keywords: Accreditation - Legitimacy - Management - Pedagogical research - Reputation.

I. Introduction

Depuis trois décennies, [Rassekh et Vaideanu \(1987\)](#) rapportaient des positions différentes pour la recherche pédagogique (RP) selon les systèmes éducatifs. En effet, la RP a prouvé une large efficacité dans les pays contemporains. Le renforcement de ses capacités productives justifie sa place par un accroissement du rôle de l'éducation et des nouvelles dimensions des systèmes éducatifs dans le développement de la société. En parallèle, son amélioration est considérée parmi les mesures de l'affirmation nationale pour les pays en développement. Des tâches ambitieuses ont été alors assignées à l'éducation pour réduire l'écart les séparant des anciennes

métropoles. Les objectifs étaient focalisés sur le transfert des savoirs pour rattraper leurs retards économique et social. Pour ces pays, la réalisation de cette performance est en lien étroite avec la recherche de l'authenticité et l'adaptation de l'éducation aux réalités locales et aux progrès de la science et de la culture.

Au Maroc, l'autorité éducative avait affiché des objectifs ambitieux en classant la RP comme une priorité du système de l'éducation et de la formation. Certes, les programmes de réforme adoptés depuis 1984 (MEN, 1986, p. 58) prévoyaient l'exploitation des résultats issus des études et des RPs, qui « ont abouti soit à des propositions de mesures ou de programmes d'actions pouvant être mises en œuvre à court et moyen terme, soit à des directives ou de recommandations pour la réalisation d'un certain nombre d'études ». Ces travaux s'effectuant sur une période assez longue nécessiteraient la mobilisation d'un personnel qualifié. Aussi, le renforcement des capacités institutionnelles de la recherche-action, la promotion de la recherche en éducation et son développement ont été visés comme des objectifs cibles pour améliorer l'enseignement (UNESCO, 1994), rehausser la qualité de l'éducation et réduire l'échec scolaire (MENESFCRS, 2004). Outre, la Charte nationale d'éducation et de formation (CNEF) s'est intéressée au rôle de la RP pour remédier aux dysfonctionnements du système éducatif en faisant recours à trois mesures prioritaires (COSEF, 1999). L'une prône à son renforcement pour répondre aux impératifs d'amélioration de la qualité du système éducatif. L'autre stipule l'intégration des résultats de la RP des fonctionnaires dans l'évaluation visant la promotion et la gratification. La dernière mesure porte sur la gouvernance, en attribuant aux Académies régionales de l'éducation et de la formation (AREF) la mission de diriger la RP régionale. Selon la même ligne directrice, le Programme d'urgence (PU) avait insisté sur la mise en adéquation de la RP avec les besoins de l'éducation et de la formation, en tenant compte de l'élaboration d'une stratégie globale de la RP et la mise en place d'une organisation structurée pour un pilotage efficace et une meilleure coordination des acteurs (MENESFCRS,

2009a). En somme, de nombreux espoirs ont été portés sur la RP à combler les faiblesses du système éducatif marocain. La raison pour laquelle, les instances nationales ont prévu un rôle catalytique de la RP dans la prise de décision.

Au sein du secteur scolaire, la concrétisation de ces finalités avait abouti à l'instauration de nouvelles structures de pilotage et de recherche. Ainsi, des Laboratoires régionaux de recherche pédagogique (LRRP) ont été créés aux seins des AREF. Cependant, l'étouffement du paysage des opérateurs de recherche à l'aube du 21^{ème} siècle n'a pas eu un impact positif sur leur production scientifique, et enfin leur visibilité au niveau du système national de recherche et d'innovation (Togebaye et Hounzangbe-Adote, 2019 ; Bouabdallah, 2020 ; Gaillard et Bouabid, 2017 ; MENFPESRS, 2021). En plus, les LRRP n'ont pas été classés parmi les structures d'exécution de la politique de recherche à l'échelle nationale, et n'ont pas aussi décroché le statut d'opérateur de recherche. Outre, ces structures n'arrivaient pas à acquérir un état d'associé au Centre national pour la recherche scientifique et technique durant la période 2010-2016 (CNRST, 2010). Dans le cadre de ce contexte, la performance réalisée par les LRRP questionne, d'une part le respect des règles de structuration des institutions de recherche, et d'autre part, la situation organisationnelle actuelle de leur système de pilotage.

À notre connaissance, aucune recherche n'a tenté d'examiner la problématique d'intégration des LRRP au système national de recherche au regard de leurs productions scientifiques, et de leurs effets sur l'évolution du système éducatif. D'où, ces nouvelles structures visant la RP restent toutefois des lieux très insuffisamment documentés dans la littérature. La présente investigation vise une exploration des LRRP, les organismes mis en place pour assurer leur pilotage stipulant une meilleure coordination de leurs acteurs.

La pertinence de l'étude se justifie au niveau de plusieurs dimensions. D'abord, la RP considérée comme un moteur d'évolution de l'enseignement (Geslain et Lapostolle, 2005), constitue un outil incontestable pour élaborer l'état des lieux du fonctionnement des processus

d'enseignement et d'apprentissage des élèves (Regan et Beth, 2009). Ensuite, le travail entamé permettra d'enrichir la littérature scientifique et d'alimenter les savoirs autour des institutions d'exécution de la RP au Maroc. Outre, la connaissance des forces et faiblesses des LRRP pourra aider les intervenants pédagogiques et les décideurs à comprendre certaines actions en vue d'éviter les problèmes et obstacles qui freinent la progression de la RP (RM, 2019). Enfin, les résultats issus de cette recherche serviront de base aux acteurs éducatifs à déconstruire certaines conceptions, et à revoir les mesures ayant montré une insuffisance pour mettre en place un système de RP durable et fiable (COSEF, 1999 ; MENESFCRS, 2009a ; CSEFRS, 2015 ; RM, 2019).

À la lumière de ce diagnostic, nous constatons un écart considérable entre la situation actuelle dans les LRRP et les performances prévues par les instances nationales quant à la promotion d'une RP capable de proposer des solutions aux dysfonctionnements du système. D'où, les problèmes de légitimité scientifique, de visibilité des recherches effectuées et les défis de développement des LRRP reviennent en conséquence à se poser les questions suivantes : (i) quelle est l'identité scientifique des LRRP ? (ii) quelles sont les structures mises en place pour maintenir la cohérence entre les actions des divers intervenants ? (iii) les LRRP peuvent-ils décrocher le statut d'opérateur de recherche à l'échelle nationale ?

Les réponses fournies pour ces trois questions n'ont pas de prétention à l'exhaustivité. Cependant, elles suggèrent un état des lieux des organisations, la complexité et la faiblesse des instances créées, et leurs principes de régulation pour relancer une RP sectorielle capable d'améliorer la situation dans les classes et d'orienter les décisions éducatives.

II. Cadre conceptuel

La présente recherche est encadrée par trois concepts clés, à savoir le "laboratoire", la "légitimité" et la "recherche pédagogique".

1. Le laboratoire

Avant de définir le concept de "laboratoire", nous avons opté pour faire un tour d'horizon des missions attribuées à la recherche scientifique qui constitue au sein d'un pays un véritable moteur du développement (Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019). D'abord, la recherche scientifique stipule l'élaboration et la validation des connaissances qui permettent à terme de réaliser des sauts dans tous les domaines disciplinaires. Ensuite, la recherche envisage la construction de biens collectifs, la production des savoirs, des innovations et d'avantages compétitifs. Une autre mission stipule un transfert des connaissances et compétences acquises au sein des structures de recherche. Dans ce sens, la formation à et par la recherche qui se matérialise dans les cursus de doctorat, constitue un noyau dur. En outre, la valorisation des produits de la recherche se concrétisant par la mission de diffusion de la culture scientifique et technique, permet l'établissement d'un lien fonctionnel entre la recherche et la société. Une dernière mission attribuée aux chercheurs et leurs structures de recherche consiste à réaliser des expertises visant des sujets caractérisés par un niveau de connaissance trop limitée. Ainsi, Godin et al. (1998) rapportent trois indicateurs pour caractériser la culture scientifique : des indicateurs d'intrants (organismes et personnes impliqués, équipements, investissements), des indicateurs de pratiques (individus de pratique, durée et fréquence des pratiques), et des indicateurs d'extrants (nombre de produits, valeur des produits, qualité ou degré de maîtrise des attributs).

S'agissant des sciences exactes, des sciences humaines ou sociales, le laboratoire qui rassemble des chercheurs, des techniciens et des administratifs représente un lieu particulier offrant aux chercheurs les moyens d'exercer l'activité de recherche scientifique (TSN, s.d.p). Le laboratoire de recherche constitue une structure de base, aux seins des établissements d'enseignement supérieurs et de recherche, dans laquelle les chercheurs et les enseignants-chercheurs développent des activités de recherche dans différents domaines scientifiques (UN, 2020a). Le laboratoire peut être défini comme une forme d'organisation typique de la société

de la connaissance qui coordonne des individus ou des groupes aux compétences connues établies pour une production sociotechnique identifiée (Vinck, 2007). Selon le même auteur, le laboratoire représente un dispositif de réouverture des objets, des instruments et des compétences, et il est évalué par sa capacité à accroître l'exploration et l'intensité du questionnement. Un laboratoire de recherche exerce une activité intellectuelle de production de connaissances nouvelles et cumulables, dans un environnement sociopolitique (Tomamichel, 2005).

Au sein d'un laboratoire, la production des connaissances est visible au moyen des produits de la recherche prenant diverses formes, entre autres, les publications, les rapports, les brevets, les communications (UN, 2020a). Les activités de recherche dans un laboratoire suppose dans son mouvement une visée de communication de ses résultats à l'intention de la communauté scientifique et d'autres publics, plus ou moins larges (Beillerot, 1991 ; Robert, 2003; Tomamichel, 2005). Les publications d'une institution constituent un enjeu majeur en termes de rayonnement et d'attractivité, permettant d'évoluer dans les classements internationaux (UN, 2020b). Pour, Martin (2005) les laboratoires représentent des lieux de la science, alors que certains exécutent la recherche scientifique de façon exclusive. Le principe scientifique de division du travail, offre aux laboratoires un partage des questions et des objets de recherche. Les laboratoires sont des lieux privilégiés pour exécuter les missions attribuées à la recherche scientifique.

Au niveau sociologique, le laboratoire n'est plus considéré comme une simple enveloppe institutionnelle, mais il joue un double rôle (Louvel, 2007). D'abord, il permet aux équipes de mobiliser, transformer, et redéployer des ressources ; et ensuite leur assure une protection du développement des projets et un accès à des ressources diversifiées. Vinck et Zarama (2007) signalent la pertinence du laboratoire comme une entité collective de niveau intermédiaire entre le chercheur et la communauté scientifique, pour la compréhension des processus de production

de connaissances. [Laredo et Mustar \(2000\)](#) marquent l'existence d'une différence significative entre les laboratoires au niveau de plusieurs indicateurs, tels que la taille, l'équipement, l'organisation et la nature d'activité. [Blume \(1974\)](#), cité par les auteurs qui précèdent, ajoute que la caractérisation des laboratoires académiques se fait sur la base de leur conformité aux règles de l'institution scientifique. Quant à l'appartenance des acteurs de recherche à des laboratoires, elle est considérée comme un élément déterminant des dynamiques scientifiques. [Cole et Cole \(1973\)](#) ont prouvé un lien étroit entre la productivité d'un chercheur et sa reconnaissance avec la réputation de leur laboratoire.

Au final, un laboratoire de recherche scientifique auquel est affilié un personnel composé des enseignants-chercheurs, des chercheurs, des techniciens et des administratifs, exerce une activité intellectuelle de production de connaissances. Les missions principales d'un laboratoire de recherche articulent les fonctions de recherches scientifiques, entre autres, la formation par l'encadrement des doctorants, la diffusion du savoir par une communication des résultats, et l'échange institutionnel à propos des problématiques éducatives. Un laboratoire visant la recherche est appelé à se conformer aux règles des institutions de recherche.

2. La légitimité

D'un point de vue institutionnel, la reconnaissance des laboratoires de recherche constitue un point saillant dans l'étude de leurs positionnements ([Mélanie et Aurélia, 2013](#)). Le terme de "légitimité" renvoie à de multiples dimensions selon les auteurs. Dès le début, nous signalons que l'évaluation des organisations s'effectue sur la base de leur congruence avec les règles qui définissent les structures ou procédures appropriées ([Beaulieu, 2001](#)). La légitimité d'une activité ou fonction reflète une question de droit ([Guéguen, 2014](#)). En effet, sa réponse n'est pas guidée par l'expérience ou le sentiment des individus mais plutôt par les règles et les référentiels d'encadrement. À ce propos, deux dimensions interviennent dans ce jugement de valeur. La 1^{ère} traduit la conformité de la fonction avec le droit et la justice, et par suite la

justification de la raison d'être et l'évaluation de son degré de légitimité. La seconde est en lien avec l'individu qui l'occupe. Ainsi, l'exercice de chaque fonction requiert des qualités particulières. D'où, la légitimité dans la fonction fait recours aux titres, aux capacités ou l'expérience. Par ailleurs, le sentiment de légitimité d'une profession peut être compris comme un résultat naturel d'un processus de reconnaissance par la société. « Une profession, par exemple, ne sera reconnue dans une société que si l'on considère qu'elle contribue à la réalisation des fins que cette société poursuit » (Guéguen, 2014, p.72). Au contraire, si cette profession est conçue par la société comme inutile, alors l'individu qui l'exerce sera privé de cette estime sociale. Finalement, se sentir légitime suppose d'être reconnu pour et par le travail que l'on réalise.

Une autre acceptation associe la reconnaissance sociale à deux niveaux (Hasbani, 2013). D'abord, le niveau de la légitimité implique une reconnaissance de l'utilité publique des activités d'une organisation. La menace de cette légitimité remet en cause l'intégralité du secteur. Ensuite, le niveau de la réputation traduit une qualité dans les produits réalisés. L'organisation sera, par exemple, « réputée remplir honnêtement ses contrats ou elle sera réputée produire des biens de qualité, compte tenu de son créneau » (Hasbani, 2013, p.6). Aussi, l'auteur signale que la légitimité d'un secteur d'activité n'est pas influencée par son niveau de la réputation.

Hasbani et Breton (2013) rapportent trois aspects différents de la légitimité sociétale. D'abord, la légitimité de l'activité qui a pour base une reconnaissance par la société de l'intérêt public de l'activité du secteur. Ensuite, la légitimité de fonctionnement permet une traduction du degré d'acceptabilité des pratiques du secteur pour mener à bien leur activité. Le dernier aspect découle d'attributs du cadre légal des activités des entreprises à but lucratif. Le respect des lois anti-monopole ou concurrence augmente la légitimité légale.

Deux autres légitimités sont décrites dans la littérature ([Freyd, 2011](#)). La légitimité morale repose sur une évaluation normative positive de l'organisation et de ses activités, alors que la légitimité cognitive fait référence à une acceptation de la nécessité de l'organisation.

En guise, nous retenons quatre critères pour examiner la légitimité des activités menées dans les structures étudiées. D'abord, la conformité des fonctions avec les normes élaborées par l'autorité chargée de la recherche scientifique et les qualités des individus susceptibles de l'occuper. Ensuite, la légitimité de l'activité mettant en évidence une reconnaissance de la société, et la légitimité de fonctionnement qui aide à mesurer le degré d'acceptabilité des pratiques de recherche. Un autre critère inclut la réputation traduisant la qualité des produits du laboratoire. Enfin, la légitimité cognitive explicite la nécessité de l'organisation pour la société.

3. La recherche pédagogique

Dès le début, nous signalons la nette distinction que rapporte la littérature entre la recherche en éducation et la recherche pédagogique. En effet, les sciences de l'éducation constituent un champ de recherche visant différentes disciplines avec diverses préoccupations (didactique, psychologique, psychopédagogique, historique, philosophique, sociologique, économique) ([Martineau, 2014](#)). La mise à jour directe des savoirs utiles à l'enseignement est éclipsée par un bon nombre de recherches éducatives ([Martineau, 2014](#)). Leur finalité visait essentiellement la connaissance et non l'action. À l'opposé, la recherche pédagogique se focalise sur l'enseignement et l'apprentissage comme un objet d'étude ([Martineau, 2014](#) ; [Regan et Beth, 2009](#)). Elle stipule fournir la réponse à un large éventail de questions, entre autres, pour quelle raison une classe va mal tourné ; pourquoi les apprenants ne parviennent pas à saisir les concepts enseignés ; pourquoi les élèves ne présentent aucun signe de créativité ou d'apprentissage supérieur malgré les efforts accomplis. Pour [Charaudeau \(1978\)](#), la RP est une activité en soi produisant ses propres composantes, et nécessite d'être centrée sur le savoir-faire de l'enseignant et non sur la recherche de nouveaux modèles pour l'enseignement. Selon

[Legrand \(1997\)](#), la RP est une activité sociale permettant d'atteindre les objectifs affichés dans des conditions déterminées par un apport des savoirs, des connaissances, des techniques et action-innovations. [Martineau \(2014\)](#) en rapporte deux fins. La RP représente un motif en faveur des acteurs pour expliciter leur position reconnue, et permet de rendre plus légitime les savoirs produits en servant d'outil pour la prise de décision. Dans le même ordre d'idées, [Host \(1980\)](#) admet l'existence de RP lorsque des aspects d'un projet pédagogique (curriculum, objectifs, méthodes ou moyens, plan de formation...) auront été validés en situation de classe pour faciliter les prises de décision. [Roller \(1968\)](#) estime que la 1^{ère} démarche de la RP va consister à tracer le portrait de l'homme que la société désire former dans les écoles du pays.

Les deux types recherches occupent des positions avancées aux seins des systèmes éducatifs. Ainsi, le passage d'une phase politique d'une réforme éducative à la phase stratégique fait recours à un réseau de structures de recherche éducatives et pédagogiques qui contribuent à l'examen des possibilités de réussite des changements prévus ([Rassekh et Vaideanu, 1987](#)). Dans les systèmes contemporains, ces activités sont assurées par des institutions de recherche en matière d'éducation, entre autres, les instituts de recherche pédagogique, les laboratoires universitaires de pédagogie expérimentale, les instituts de recherche et développement en éducation, les académies des sciences pédagogiques. Quant aux pays en développement, la majorité d'entre eux arrive à établir, durant les dernières années, des structures de recherche intégrées à leurs programmes nationaux de réforme.

[Novoa \(2001, p. 103\)](#) rapporte trois axes favorisant la RP « la *conditio*, c'est-à-dire son état et sa localisation, en particulier vis-à-vis des enseignants et des décideurs ; la *dispositio*, c'est-à-dire l'intentionnalité et la complexion qui lui permettent d'affirmer une identité propre ; la *vordinatio*, c'est-à-dire son organisation et son programme en tant que champ scientifique ».

Finalement, la recherche éducative vise la production des connaissances, tandis que la RP stipule l'action durant les processus d'enseignement et d'apprentissage. La RP centrée sur le

savoir-faire de l'enseignant possède deux fins. L'une sert de motif pour expliciter la position des acteurs éducatifs, et l'autre permet de légitimer les savoirs pour prendre les décisions. Les structures de recherche éducatives et pédagogiques contribuent à l'examen de la réussite des projets de changements prévus par la société. La RP qui participe à tracer le portrait de l'homme à former dans l'école, est favorisée par la définition de son état et sa localisation vis-à-vis des acteurs, son identité au sein de la société, et son organisation et son programme.

III. Démarche méthodologique

La méthodologie adoptée dans ce travail est basée sur une méta-analyse de type qualitatif (Beaucher et Jutras, 2007) ayant comme objectif le regroupement d'un grand nombre d'études primaires en vue d'obtenir une représentation plus large d'un phénomène donné. L'étude est basée sur la synthèse de recherches via la méta-analyse (Gueguena et al., 2007 ; Laroche, 2015) de documents présentant des indicateurs ou des marqueurs (Paillé, 2007) de liens avec les LRRP au secteur de l'enseignement scolaire marocain. Le processus d'exécution implique une analyse des sources d'informations, suivi d'une compilation des données, et se termine par une synthèse des résultats (Beaucher et Jutras, 2007).

Le corpus d'étude est composé de trente documents potentiels repartis en trois classes. (i) Les documents officiels issus des autorités chargées de l'enseignement scolaire et de la recherche scientifique ; (ii) Les rapports émanant des instances éducatives et de recherches nationales ; (iii) Les travaux scientifiques de littérature. Plusieurs raisons justifient le choix, le repérage et la pertinence des sources d'informations analysées. D'abord, le caractère officiel de la 1^{ère} classe de documents offre de meilleures informations quant au statut actuel des LRRP au secteur scolaire. Ces documents permettent d'accéder aux réalisations sur le terrain et de déterminer la place de ces structures sein du système national de recherche scientifique. Concernant les documents de la 2^{ème} classe, ils constituent des références pertinentes pour explorer les recommandations des instances nationales pour améliorer le secteur éducatif en

générale, et la RP en particulier. Leurs préconisations servent de base à l'élaboration des politiques éducatives nationales. Enfin, les documents de la dernière classe constituent des regards externes quant à la mise en place des structures de RP dans les AREF. Le recours à cette classe de documents offre de meilleurs éléments de discussion et de comparaison aux niveaux national et international.

IV. Résultats et discussion

1. L'identité des Laboratoires régionaux de recherche pédagogique

Faire le point sur la RP au secteur de l'éducation scolaire durant les deux dernières décennies, constitue un nœud de réflexion pour caractériser les structures déjà installées dans le cadre des réformes mises en place. Sur la base des recommandations de la CNEF, le PU en particulier le projet EIP8 portant sur l'amélioration du dispositif pédagogique, stipule une mise en adéquation de la RP avec le secteur de l'éducation et de la formation. Pour cette fin, des instances centrales et régionales de RP ont progressivement vu le jour à partir de 2009. Selon cette vision, des LRRP ont été créés aux seins des AREF dans le but de gérer et conduire des recherches pédagogiques régionales ([MENESFCRS, 2009b](#), [2009c](#), [2010](#), [2011](#)).

Sur le plan scientifique, ces structures ont été chargées de plusieurs missions de recherche, articulées en divers thèmes. Les uns sont liés à la structuration de la RP, en particulier la mise à niveau de la RP aux niveaux régional et local, l'encouragement de la culture de la RP, la création des équipes de recherche. Certains thèmes reflètent l'amélioration des compétences des équipes, l'établissement des relations de partenariat avec les institutions de recherche nationales et internationales, la participation aux activités de la formation continue, et le partage d'expertise en matière de pédagogie avec les chercheurs de la région. D'autres thèmes visaient la réalisation des études et des recherche-actions pour améliorer la qualité de l'enseignement, la création d'un fond documentaire des RPs, la publication des recherches effectuées, et l'organisation des rencontres et des séminaires de formation.

Sur le plan structural, les LRRP sont affiliées aux Centres régionaux de documentation, d'animation et de production pédagogique (CRDAPP). Les nouvelles structures régionales de la RP rassemblaient des équipes de recherche qui assument leurs missions dans les centres de formation, les coordinations d'inspections, les établissements d'éducation ou les associations pédagogiques professionnelles. Quant à leur composition, les équipes sont constituées des fonctionnaires exerçant au secteur de l'éducation scolaire, ayant défini une problématique de recherche et décident de l'examiner en effectuant une recherche-action (Bouabdallah, 2022). Les membres de chaque équipe élisent un coordinateur (MENESFCRS, 2011). Tandis que l'autorité scolaire désigne le responsable du LRRP parmi les cadres des AREF possédant une expertise dans le domaine de la RP pour coordonner les différentes procédures liées à la gestion de la RP régionale (MENESFCRS, 2009c). Les conditions scientifiques requises pour occuper ce poste sont multiples, entre autres, avoir des connaissances sur les méthodologies et les techniques de la RP, avoir la capacité de planification et d'analyse, avoir des compétences d'utilisation des technologies de l'information et de la communication, avoir des compétences sur les techniques de gestion, d'encadrement, d'animation, d'organisation et de coordination des groupes de travail (MENESFCRS, 2009b).

Malgré les avancées tangibles pour déclencher la culture de RP au secteur de l'éducation scolaire, réaliser des expérimentations légitimes et diffuser les résultats obtenus, les LRRP n'ont pas encore décroché une reconnaissance auprès des instances de recherche nationale. En effet, plusieurs faiblesses persistent encore et suscitent des réflexions profondes. D'abord, la structuration de la RP régionale aux seins des AREF - basée sur une architecture incluant des Équipes, un Laboratoire, une Unité de recherche et un CRDAPP - n'est pas similaire à celle adoptée dans les universités. Cette dernière est composée de quatre catégories de structures de recherche, à savoir, l'Équipe, le Laboratoire, le Centre d'études et de recherche et le Réseau interuniversitaire de recherche (MENESFCRS, 2009d). Ensuite, les cadres affiliés aux LRRP

incluent en majorité des fonctionnaires non légitimes pour exercer les missions de recherches (MEN, 2003a,b) contrariant le principe selon lequel les personnes de recherche scientifique participent directement aux activités de recherche et en reçoivent une rémunération en contrepartie (AHIIST, 2012). Outre, le corpus étudié ne permet pas de confirmer une contribution effective des LRRP à l'effort national de développement de la recherche scientifique. De ce point de vue, les missions de recherche attribuées à ces structures ne montrent aucune activité en lien avec le cycle d'initiation à la recherche, ou de formation à et par la recherche. Ces deux cursus se concrétisant dans les formations de 3^{ème} cycle ou doctorales constituent des éléments significatifs de la vitalité et du niveau de développement du système de recherche (AHIIST, 2012 ; Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019). Une autre faiblesse réside dans l'accréditation qui traduit l'interaction entre la recherche effectuée dans ces entités et leur reconnaissance au sein du système de recherche scientifique nationale (Bouabdallah, 2020). À ce propos, l'attestation des compétences techniques et scientifiques des LRRP, mettant en valeur la confiance dans les prestations réalisées, représente un facteur de freinage dans le domaine de la RP. Tous ces indicateurs ne permettent pas de contribuer à la visibilité de ces structures, dites de recherche, à travers les bases de données nationales et internationales (Prime-Claverie et al. 2007 ; Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019). À partir de ce constat, les LRRP seraient confrontées aux difficultés d'établir des liens avec les systèmes de recherche, nationale ou internationale, dans les établissements universitaires ou de formation des cadres ne relevant pas des universités. La présente situation pourrait probablement être à l'origine de la faiblesse de la légitimité scientifique et des travaux de recherche effectués selon deux indicateurs. En premier lieu, la performance aurait un effet insatisfaisant sur la mobilité des carrières entre les différentes structures de recherche (Shinn, 1980). En second lieu, elle contribuerait à instaurer un écosystème de RP défavorable pour la pérennité, la durabilité et l'épanouissement des chercheurs (Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019). De plus, le principe

de complémentarité entre les différentes structures prévues pour la RP suppose l'existence d'une similitude organisationnelle et fonctionnelle (Bouabdallah, 2018). De cette façon, la production de nouvelles connaissances utiles pour l'enseignement et l'apprentissage au travers les activités de RP nécessite des évaluations et des expertises difficilement réalisables pour les résultats de recherche conservés localement ou gardés secret (Laredo et Mustar, 2000).

En clôture, cette situation aurait des percussions négatives quant à la reconnaissance de ces structures par l'autorité chargée de la recherche scientifique. Les LRRP seraient appelés à exercer leurs missions dans un environnement scientifique légitime et cohérent avec celui des opérateurs de recherche au sein du système national de recherche et d'innovation.

2. Les changements organisationnels des structures de pilotage

En parallèle avec la progression de la mise en place des instances du système national de recherche (AHIIST, 2012), le pilotage de la RP au secteur scolaire a été caractérisé par de nombreux changements organisationnels. Notre corpus montre l'existence, d'au moins quatre structures ayant succédé successivement dans le temps durant les deux dernières décennies en vue de promouvoir la RP sectorielle, et d'améliorer l'efficacité et la coordination entre ses différents acteurs.

La 1^{ère} instance, la Cellule centrale de la recherche et de la coordination pédagogique (CCRCP) est composée de cadres chercheurs (Elmir et Kasmi, 1997). Trois missions principales lui ont été assignées : la coordination du processus de formation entre les établissements de formation des cadres d'enseignement secondaire, l'encadrement des rencontres et des colloques pédagogique, et l'animation de la RP. Ce dernier axe renferme de multiples activités, entre autres, l'élaboration du programme annuel de travail pour les Ecoles normales supérieures et les Centres pédagogiques régionaux, l'identification des domaines prioritaires de la RP en particulier pour l'enseignement secondaire et la formation des cadres, l'exploitation des recherches effectuées, la réalisation des recherches selon les besoins du

système, la participation aux projets de coordination, d'échange et d'expertise avec les établissements de formation étrangères, et la sélection des produits que le Centre de documentation diffuserait aux seins des centres de formation.

Le Centre national des innovations pédagogiques et de l'expérimentation (CNIPE) (MEN, 2002), une 2^{ème} structure compétente ayant le rang d'une direction centrale, assurait la tâche de supervision de la RP au secteur scolaire. Parmi les autres missions y afférentes assignées, nous citons entre autres, l'expérimentation des programmes et des méthodes d'enseignement et de formation, la direction de la recherche et la documentation pédagogiques, la diffusion des recherches et documents, le développement et l'expérimentation des techniques d'information et d'orientation scolaire et professionnelle, l'encouragement des projets de promotion/développement/maintenance des moyens didactiques, la promotion des technologies éducatives/ressources multimédia/techniques de communication, l'élaboration des programmes de formation à distance par l'utilisation des nouvelles technologies de communication, et l'encouragement et le développement des programmes de coopération technologique avec les entreprises.

En 2009, l'autorité gouvernementale chargée de l'éducation scolaire a créé l'Unité centrale de la recherche pédagogique (UCRP) (MENESFCRS, 2009c) dans le cadre d'une stratégie nationale pour promouvoir la RP. Cette 3^{ème} instance de nature administrative dirigée par un directeur central, a été structurée selon trois divisions. L'une vise diriger la coordination et l'orientation de la RP en accord avec les besoins du système. L'autre assure la valorisation et la publication des résultats de RP et le soutien des équipes. La dernière s'occupe de la gestion des processus de soutien financier des équipes de recherche et l'examen des appels d'offre à projets en RP. Quant aux fonctions qui lui ont été assignées, l'UCRP prenait en charge la promotion de la RP national, la mise en adéquation des recherches avec les besoins du système éducatif, la gestion et la coordination de la RP menée dans les LRRP en accord avec trois

domaines d'intervention. Le 1^{er} domaine se focalise sur la structuration de la RP. À cet effet, l'unité assure la gestion de la RP nationale, la contribution à la création des équipes de recherche aux niveaux régional et local, la coordination et les liens entre elles. Le second domaine de caractère scientifique, stipule orienter l'attention et le travail des équipes de RP en fonction des priorités du système d'éducation et de formation, à travers des mécanismes fixés à cet effet. Le dernier domaine ambitionne la durabilité de la RP. Pour cela, la structure prend en charge la mise à la disposition des équipes de recherche régionale et locale des conditions de l'efficacité/efficience/pérennité du travail, l'accompagnement scientifique du travail des équipes et la mobilisation des ressources matérielles et financières nécessaires, la publication des résultats des recherches, la facilitation d'accès aux résultats, et la contribution à leur diffusion auprès des acteurs pédagogiques et de la communauté scolaire.

La dernière instance implantée au sein des AREF, assurait la direction de la RP régionale, conformément à un plan d'action annuel élaboré en coordination avec les autres services administratifs ([MENESFCRS, 2009b](#)). Le CRDAPP auquel est attaché le LRRP, est une des structures d'amélioration de la qualité du système de l'éducation et de la formation, au moyen de la contribution au développement de l'expertise pédagogique des cadres éducatifs. Le centre est composé par quatre unités (documentation, animation, recherche, production). Des missions multiples lui ont été assignées. Il assure dans le domaine de la RP la coordination horizontale des tâches de recherche au sein de la région et la coordination verticale avec le CNIPE et l'UCRP. Cette structure prend en charge l'accueil de l'innovation pédagogique, et la fourniture des ressources humaines et financières pour les infrastructures de RP.

À travers les résultats collectés pour cet axe, seuls le CNIPE, l'UCRP et le CRDAPP avaient montré une implication directe dans le fonctionnement des LRRP. Les trois instances ont permis de donner un nouveau souffle à l'efficience de la RP au secteur scolaire, mais la performance pourrait être meilleure avec la CCRCP qui rassemblait des acteurs éligibles pour mener des

recherches scientifiques. Les outils identifiés pour le pilotage de la RP présentent plusieurs lacunes. D'abord, l'évolution des structures de pilotage et leurs changements organisationnels ne favorisent pas une logique de continuité des projets de développement de la RP. Ainsi, les données collectées ne permettent pas une justification raisonnable des mécanismes formels permettant les transitions et/ou la coordination entre les infrastructures, particulièrement entre le CNIPE et l'UCRP. Le 2^{ème} problème est lié à l'absence des organes de suivi et d'évaluation des actions menées dans le cadre de ces instances dont les missions ne montrent aucun indicateur d'évaluation (CSEFRS, 2015). Dans le même sens, les structures mises en place ne révèlent pas l'existence d'actions ou mécanismes d'appui à la valorisation des résultats de RP dans les classes (Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019). Également, les infrastructures de pilotage à l'échelle central ou régional n'ont pas accommodé les structures de la RP sur le terrain avec les normes de la structuration de la recherche scientifique nationale (MENESFCRS, 2009d). Pour ce motif, des conséquences alarmantes pour la RP découlent de cette hétérogénéité avec le système de recherche national. Les retombées négatives sont très lisibles quant à la qualité des recherches effectuées et à l'acquisition des crédits budgétaires et des financements sur projets à travers les fonds et les programmes spécialisés (Najim, 2011 ; Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019). Une autre faiblesse purement organisationnelle ne favorise pas la résonance avec les principes de la recherche national dans le cadre d'un système unique (CSEFRS, 2015 ; MESRSFC, 2015). Par ailleurs, un chevauchement des missions entre les structures de mise en œuvre de la recherche et les instances d'élaboration de la politique sectorielle de la recherche a été remarqué. Le CNIPE, une structure de gestion administrative, prend en charge la direction des recherches au secteur de l'éducation scolaire, alors que les instances de pilotage au sein du département chargé de la recherche scientifique ne sont pas éligibles d'assurer cette mission (MESFCRS, 2002). Outre, la centralisation de la direction de la RP, ne favorise pas l'exercice des libertés intellectuelle et académique au sein des structures

de recherche. Par ailleurs, la difficulté de former et de recruter des enseignants-chercheurs, contrariant le respect des exigences institutionnelles, constitue un autre problème fondamental (CSEFRS, 2015). Ainsi, l'UCRP a stipulé de faire recours à des rencontres annuelles de formation pour améliorer les compétences des acteurs intervenants dans la RP et de répondre aux différentes questions méthodologiques des équipes dans les régions et provinces sans tenir compte des normes de la structuration. Toutefois, ces actions de renforcement des compétences de recherche restent insuffisantes pour transformer un personnel chargé des fonctions d'appui à la recherche en un personnel chercheur (AHIIST, 2012). Outre, les différentes structures ne montrent pas d'actions visant l'association, ou la collaboration ou l'intégration avec les Centres d'études doctorales (MENESFCRS, 2008 ; Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019).

Nous retenons pour cet axe, une multiplicité de structures de pilotage central (CNIPE, UCRP) et régional (CRDAPP) qui ne montrent pas d'articulation rigide entre la RP au secteur scolaire avec la sphère nationale de recherche scientifique. Le CNIPE assurait la mission de direction de la RP, et l'UCRP se charge de la promotion de la RP, la mise en adéquation des recherches avec les besoins du système éducatif, la gestion et la coordination de la RP menée dans les LRRP. Le CRDAPP exécutait la direction de la RP régionale. Le fonctionnement de ces structures a été accompagné par plusieurs faiblesses. D'abord, leur instabilité et leur changement défavorisent la durabilité des projets de RP. Ensuite, les structures montrent une faible lisibilité des outils de suivi et d'évaluation. Outre, les organes de pilotage exercent leurs missions dans un environnement qui écarte la formation à et par la recherche, et éclipsent les normes nationales de la recherche scientifique. Enfin, la centralisation de la direction de la RP défavorise les libertés intellectuelle et académique au sein des structures de recherche, et démotive la production des savoirs.

3. Les LRRP face au statut d'opérateur de recherche

S'agissant d'une recherche éducative ou pédagogique, les résultats issus des laboratoires de recherche sont confrontés aux problèmes d'explicitation des positions des acteurs éducatifs et de légitimation des savoirs à la prise de décisions. L'examen de la réussite ou d'échec des projets de changements prévus pour les systèmes éducatifs articulent en parallèle les deux types de recherche, mettant en évidence une légitimité cognitive des LRRP. Aujourd'hui, les principaux exécutants de la recherche publique au Maroc sont repartis en trois classes d'institutions : les universités, les établissements ne relevant pas des universités et les établissements publics de recherche (MENFPESRS, 2021 ; Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019).

Pour améliorer le statut d'un laboratoire de recherche et accéder au champ des opérateurs de recherche, quatre défis de grande envergure peuvent être dégagés. D'abord, la délimitation des fonctions d'un laboratoire par une séparation physique et concrète entre les missions de recherche et celles en liens avec la formation visant la recherche, constitue un défaut de structuration stratégique. Pour faire face à cette situation, le laboratoire est appelé à intégrer les doctorants et les étudiants dans ses activités pour pouvoir développer les indicateurs internationaux d'extrants de la recherche scientifique (AHIIST, 2012 ; Godin et al. 1998). D'où, l'entreprise d'une révision des missions attribuées à la structure de recherche constitue une visée pour atteindre un haut degré d'appropriation de la culture scientifique dans le domaine de la RP. Ainsi, l'inclusion des formations d'initiation à la recherche, à et par la recherche, la diffusion du savoir, l'échange institutionnel concernant les problématiques (liées à l'évaluation, à la place des instances de décision et aux perspectives scientifiques) sont autant de mesures pour relancer la recherche scientifique pédagogique (Mélania et Aurélia, 2013). Le 2^{ème} défi consiste à gérer les indicateurs d'intrants de la recherche, particulièrement le personnel affecté à ces activités de recherche (Godin et al. 1998). Ainsi le recours à un personnel chercheur qualifié et reconnu pour mener des recherches représente un problème majeur des laboratoires (MEN, 1986). L'exercice des activités intellectuelles de production de savoirs dans une

structure de recherche se fonde sur un personnel incluant deux catégories ([AHIIST, 2012](#)) : un personnel chercheur renfermant des enseignants-chercheurs et des chercheurs, et un personnel chargé des fonctions d'appui à la recherche assurant des tâches de nature scientifique auprès des chercheurs. Cette dernière inclue des ingénieurs, techniciens et du personnel auxiliaire et/ou de soutien. Quant aux étudiants doctorants, ils font partie des scientifiques dont la mission principale consiste à préparer un doctorat qui leur permet d'acquérir des connaissances, des aptitudes et des compétences pour entreprendre et mener des recherches scientifiques de haut niveau ([MENESFCRS, 2008](#)). Troisièmement, les activités de recherche dans un laboratoire sont confrontées au problème d'institutionnalisation de leur champ disciplinaire. Deux sphères interviennent dans le processus de légitimation. En accord avec la sphère sectorielle, la RP a réalisé de bonnes performances organisationnelles qui répondent à une logique utilitaire pour l'École. Ainsi, l'installation des LRRP, comme des structures ayant pour fonction le développement de la RP, vise la réalisation de résultats efficaces. Quant à la sphère décrite par le système national de recherche, le laboratoire est appelé à élargir son champ de reconnaissance pour améliorer sa visibilité scientifique ([MENFPESRS, 2021](#) ; [Toguebaye et Hounzangbe-Adote, 2019](#)). D'où, des efforts supplémentaires nécessitent d'être consacrés à la clarification du jugement de reconnaissance des activités de RP par la société. La légitimité du champ académique en question articule deux aspects complémentaires ([Hasbani et Breton, 2013](#)). Le 1^{er} envisage la légitimité de l'activité stipulant une reconnaissance de la société de l'intérêt public des RP pour améliorer le secteur éducatif ; et le second vise la légitimité de fonctionnement qui consiste à évaluer les indicateurs de pratiques et leur degré d'acceptabilité. Dans le cadre de ce levier de relance, l'accréditation d'un laboratoire de recherche donne une reconnaissance formelle de la compétence d'un organisme pour réaliser des tâches spécifiques ([OMS, 2009](#)). Ce jugement de valeur est élaboré sur la base d'indicateurs tenant compte des compétences scientifiques, du potentiel humain et des infrastructures ([Bouaballah, 2020](#) ;

Gaillard et Bouabid, 2017). Les organisations établissant les normes ou les standards délivrent des accréditations au niveau local, national ou international (OMS, 2009). Le dernier défi a pour intérêt de bâtir une réputation acceptable du laboratoire. À partir de la qualité des actions passées ou des produits réalisés, la réputation de la structure peut être déterminée. Cette action d'évaluation et d'appréciation reflète le degré d'importance du laboratoire (Cortina, 2013) et permet son développement. Elle constitue donc un indicateur crucial pour caractériser le fonctionnement au sein de la structure. Parmi les indices de la réputation scientifique, la littérature rapporte l'évaluation de la quantité et de la qualité des recherches (Courtault et al., 2010). La quantité reflète le nombre de publications (articles, ouvrages, chapitres,...) effectué par la structure de recherche. Quant à l'indice de qualité des recherches, il dépend de la qualité des revues dans lesquelles les articles sont publiés. D'autres critères académiques (nombre de chercheurs, nombre de prix «étoiles», taux d'encadrement, diplôme, brevets) sont également utilisés pour évaluer la réputation d'un laboratoire.

Au terme de cette section, l'amélioration de la légitimité et la visibilité scientifique des LRRP dépend des fonctions accomplies, stipulant une contribution à l'effort national de recherche scientifique. L'atteinte de cet objectif est conditionnée par le recrutement d'un personnel chercheur qualifié et reconnu, une accréditation auprès des instances de recherche et un développement de la réputation scientifique.

V. Conclusion et perspectives

Le travail présenté a examiné la légitimité scientifique et les défis de développement des LRRP au Maroc. Au moyen d'une méta-analyse d'un corpus d'étude, la recherche explore la visibilité de ces structures au sein du système national de recherche et d'innovation. Les résultats obtenus montrent plusieurs faiblesses qui retardent l'évolution de la RP régionale. D'abord, une divergence des modalités de la structuration de la RP aux seins des AREF avec les normes nationales de la recherche scientifique. Ensuite, les instances de pilotage qui ont subi des

changements profonds, montrent des indices de freinage pour une intégration au sein du système de recherche. Enfin, l'accès des LRRP au champ des opérateurs de recherche articule une contribution à la production des savoirs légitimes, un recrutement d'un personnel chercheur, une reconnaissance des instances de recherche nationale, et un développement de la réputation scientifique.

L'investigation a permis de soulever les principaux obstacles qui freinent la progression spontanée de la RP aux seins des LRRP affiliés au secteur scolaire. Autres dimensions visées comme des sources potentielles de faiblesse suscitent des investigations ultérieures. Elles peuvent aider les différents acteurs à l'amélioration des processus éducatifs, et l'instauration d'un système de RP capable d'assurer les changements structurants de l'École du 21^{ème} siècle. Ainsi, la situation actuelle des LRRP, l'engagement et la persévérance des membres des équipes, la qualité des recherches effectuées, la valorisation des produits et leur impact sur l'enseignement et l'apprentissage sont autant d'axes susceptibles de relancer la RP dans le cadre du système national de recherche scientifique.

Références

- [AHIIST \(Académie Hassan II des Sciences et Techniques\). \(2012\).](#) ``Développer la recherche scientifique et l'innovation pour gagner la bataille de la compétitivité. Un état des lieux et des recommandations clés". Rabat.
- [Beaucher, V. et Jutras, F. \(2007\).](#) ``Étude comparative de la méta-synthèse et de la méta-analyse qualitative". *Recherches Qualitatives*, vol. 27, n° 2, pp. 58-77.
- [Beaulieu, S. \(2001\).](#) ``La légitimité organisationnelle: une ressource qui se gère. Une application en contexte professionnelle". Thèse, *Université du Québec*, Montréal
- [Beillerot, J. \(1991\).](#) ``La recherche, essai d'analyse". *Recherche et formation*, n°9, pp. 17-31.
- [Blume, S. S. \(1974\).](#) ``Behavioral aspects of research management: a review". *Research Policy*, vol. 3, pp. 40-76.

- Bouabdallah, I. (2018). ``La similitude des formations dans les filières universitaires de l'éducation pour accéder aux métiers d'enseignement''. Kortoba. Oujda.
- Bouabdallah, I. (2020). ``La recherche pédagogique au secteur Marocain de l'éducation : État des lieux et perspectives de développement''. *The Journal of Quality in Education*, vol. 10, n° 15, pp. 1-25.
- Bouabdallah, I. (2022). `` La synergie entre le terrain et la recherche pédagogique : Cas du secteur de l'enseignement scolaire au Maroc''. *The Journal of Quality in Education*, vol. 12, n° 19, pp. 128-154.
- Charaudeau P. (1978). ``La recherche pédagogique: une activité possible et nécessaire''. *Revue Française de Pédagogie*, vol. 42, pp. 16-25.
- CNRST (Centre national pour la recherche scientifique et technique). (2010). ``Programme : unités de recherche associées au CNRST pour la période 2010-2016''. En ligne sur <http://www.cnrst.ma/images/CNRST/PDF/CNRST-liste-des-59-URAC.pdf> (consulté le 11.02.2018).
- Cole, S. et Cole, J. (1973). ``Social stratification in science''. Chicago : *University of Chicago Press*.
- Cortina, F. (2013). ``Critères déterminant la réputation d'un laboratoire pharmaceutique''. Thèse, *Université Toulouse III Paul Sabatier*.
- COSEF (Commission spéciale éducation-formation). (1999). ``Charte nationale d'éducation et de formation''. Rabat.
- Courtault, J., Rimbaux, E. et Zhu, T. (2010). ``De la réputation scientifique et de sa mesure''. *Revue française d'économie*, vol. 3, n° 3, pp. 185-230.
- CSEFRS (Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique). (2015). ``La vision stratégique de la réforme 2015-2030''. Rabat.

- Elmir, K. et Kasmi, I. (1997). ``Législation administrative et direction pédagogique''. *Anajah Aljadida*, Casablanca.
- Freyd, L. (2011). ``La question de la légitimité de l'industrie pharmaceutique auprès de ses parties prenantes dans le cadre d'un centre hospitalier''. Mémoire. *Université du Québec*, Montréal.
- Gaillard J. et Bouabid H. (Eds.) (2017). ``La recherche scientifique au Maroc et son internationalisation''. Deutschland: *Editions universitaires européennes*.
- Godin, B., Gingras, Y. et Bourneu, E. (1998). ``Les indicateurs de culture scientifique et technique''. *Conseil de la science et de la technologie. Gouvernement du Québec*. En ligne sur <https://archipel.uqam.ca/566/1/Indicateurs_Culture_Scientifique.pdf> (consulté le 01.03.2019).
- Gueguena, N., Lourel, M. et Pascual, A. (2007). ``La méta-analyse en psychologie sociale : principe, méthode et illustration''. *Pratiques Psychologiques*, vol. 13, pp. 197–212.
- Geslain, B. et Lapostolle, L. (2005). ``La recherche pédagogique, moteur de l'évolution de l'enseignement''. *Pédagogie Collégiale*, vol. 18, n° 3, pp. 6-11.
- Guéguen, H. (2014). ``Reconnaissance et légitimité: Analyse du sentiment de légitimité professionnelle à l'aune de la théorie de la reconnaissance''. *Vie sociale*, vol. 4, n° 4, pp. 67-82.
- Hasbani, M. (2013). ``Légitimité des organisations : les stratégies discursives de l'industrie pharmaceutique''. Thèse, *Université du Québec*, Montréal.
- Hasbani, M. et Breton, G. (2013). ``Restoring social legitimacy: Discursive strategies used by a pharmaceutical industry leader''. *Society and Business Review*, vol. 8, n° 1, pp. 71-89.
- Host, V. (1980). ``La recherche pédagogique en sciences (Note limitée aux enseignements du 1^{er} et du 2^e degrés)''. *Revue française de pédagogie*, vol. 52, n° Juillet-août-septembre, pp. 79-90.

- Laredo, P. et Mustar, P. (2000). "Laboratory activity profiles: An exploratory approach". *Scientometrics* vol. 47, n° 3, pp. 515-539.
- Laroche, P. (2015). "Introduction à la méthodologie méta-analytique". Dans P. Laroche (Dir.), *La méta-analyse : Méthodes et applications en sciences sociales. De Boeck*. Bruxelles. pp. 17-50.
- Legrand, L. (1997). "Qu'est-ce que la recherche pédagogique?". *Revue Française de Pédagogie*, vol. 120, pp. 39-47.
- Louvel, S. (2007). "Le nerf de la guerre: Relations financières entre les équipes et organisation de la coopération dans un laboratoire". *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 2, n° 2, pp. 297-322.
- Martin, O. (2005). "Une étude des institutions de la recherche en histoire, philosophie et sociologie des sciences". *La revue pour l'histoire du CNRS*, vol. 13.
- Martineau, S. (2014). "Au sujet de l'utilité de la recherche pédagogique". En ligne sur <<http://proposurlemonde.blogspot.com/2014/09/au-sujet-de-lutilite-de-la-recherche.html>> (consulté le 11.04.2020).
- Mélanie, B. et Aurélia, L. (2013). "Les laboratoires de recherche en sciences de l'information et de la communication". *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, vol. 3. <https://doi.org/10.4000/rfsic.657>
- MEN (Ministère de l'éducation nationale). (1986). "Le mouvement éducatif au Maroc durant la période 1984-1985, 1985-1986". *40^{ème} session de la conférence internationale de l'éducation*, Genève - Décembre.
- MEN. (2002). "Décret n° 2.02.382 du 17 juillet 2002 portant missions et organisation du MEN". *Bulletin officiel*, n°5024, pp. 2131-2136. Rabat.
- MEN. (2003a). "Décret n° 2.02.854 du 10 février 2003 portant statut particulier des personnels du MEN". *Bulletin Officiel*, n° 5082, pp. 725-742. Rabat.

- MEN. (2003b).** ``Décret n° 2.02.855 du 10 février 2003 fixant le régime des indemnités allouées aux personnels soumis au statut particulier des personnels du MEN". *Bulletin Officiel*, n° 5082, pp.743-745. Rabat
- MENFPESRS. (2021).** ``Instances et structures de mise en place de la politique de recherche". En ligne sur <<https://www.enssup.gov.ma/fr/Page/167-instances-et-structures-de-mise-en-place-de-la-politique-de-recherche.html>> (consulté le 19.02.2021).
- MENESFCRS (Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique). (2004).** ``Cadre stratégique de développement du système éducatif". Rabat.
- MENESFCRS. (2009a).** ``Programme d'urgence, réussir l'école pour tous", Rabat, 2009.
- MENESFCRS. (2009b).** ``Note n°178 du 23 décembre 2009 portant structuration des centres régionaux de documentation, d'animation et de production pédagogique". Rabat.
- MENESFCRS. (2009c).** ``Note n°179 du 23 décembre 2009 portant création des structures de la recherche pédagogique au sein du système de l'éducation et de la formation". Rabat.
- MENESFCRS. (2009d).** ``Structuration de la recherche scientifique dans les Universités". Rabat.
- MENESFCRS. (2010).** ``Structuration de la recherche pédagogique au sein des AREF". *Rapport des rencontres régionales*. En ligne sur <<http://www.recherchepedagogique.ma>> (consulté le 30.06.2017).
- MENESFCRS. (2011).** ``Projet de cadre organisationnel des laboratoires régionaux de la recherche pédagogique". Rabat.
- MENESFCRS. (2008).** ``Arrêté n° 1371.07 du 23 septembre 2008 portant validation du cahier des normes pédagogiques national du cycle de doctorat". *Bulletin officiel*, n° 5674, pp. 3054-3056. Maroc.

- MESFCRS** (Ministère de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique). (2002). ``Décret n° 2.02.448 du 17 juillet 2002 portant missions et organisation du département d'état auprès du MESFCRS chargé de la recherche scientifique". *Bulletin officiel*, n° 5024, pp. 2124-2125. Maroc.
- MESRSFC** (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres). (2015) ``La stratégie nationale pour le développement de la recherche scientifique à l'horizon 2025 ". Rabat.
- Najim, M.** (2011). ``Structuration de la recherche scientifique : analyse de la situation et recommandations". *Institut royale des études supérieures*, Maroc.
- Novoa, A.** (2001). ``Commentaires sur la place de la recherche pédagogique". *Revue française de pédagogie*, n° 135, Culture et éducation : Colloque en hommage à Jean-Claude Forquin (Avril-mai-juin 2001), pp. 101-105
- OMS (Organisation mondiale de la Santé).** (2009). ``Système de gestion de la qualité au laboratoire". En ligne sur <https://www.who.int/ihr/training/laboratory_quality/handbook_fr.pdf> (consulté le 19.01.2021).
- Paillé, P.** (2007). ``La méthodologie de recherche dans un contexte de recherche professionnalisante : douze devis méthodologiques exemplaires". *Recherches Qualitatives*, vol. 27, n° 2, pp. 133-151.
- Prime-Claverie, C., Pouchot, S., Lafouge, T. et Epron, B.** (2007). ``Visibilité de la production scientifique: une étude scientométrique au pôle universitaire Lyonnais. Partage de l'information dans un monde fragmenté : Franchir les frontières. 39^{ème} Congrès annuel de l'Association canadienne des sciences de l'infor-mation, Université McGill, Montréal, En ligne sur <https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00150563/document> (consulté le 23.01.2021).

- Rassekh S. et Vaideanu G. (1987). ``Les contenus de l'éducation. Perspectives mondial es d'ici à l'an 2000". Unesco. Paris: *Presses Universitaires de France* (Vendôme).
- Regan A. R. G. et Beth M. S. (2009). ``Optimizing teaching and learning. Practicing pedagogical research". *Wiley-Blackwell. A John Wiley & Sons, Ltd., Publication, United Kingdom*.
- Robert A. D. (dir.), (2003). ``Le syndicalisme enseignant et la recherche, clivages, usages, passages". Grenoble : *Presses universitaires de Grenoble*.
- Roller S. (1968). ``La recherche pédagogique dans un monde en accélération". *Paedagogica Europaea*, vol. 4, pp. 154-168
- RM (Royaume du Maroc). (2019). ``Dahir n° 1.19.113 du 9 aout 2019 portant promulgation de la loi-cadre n° 51.17 relative au système de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique'. *Bulletin Officiel*, n° 6805, pp. 5623-5637. Rabat.
- Shinn, T. (1980). ``Division du savoir et spécificité organisationnelle: Les laboratoires de recherche industrielle en France". *Revue française de sociologie*, vol. 21, n° 1, pp. 3-35
- TSN (Techno-Science.Net). (s.d.p). ``Recherche scientifique - Définition et Explications". En ligne sur <<https://www.techno-science.net/definition/2892.html>> (consulté le 02.02. 2021).
- Toguebaye, B.S. et Hounzangbe-Adote S. (2019). ``Guide pour l'organisation de la recherche scientifique en Afrique de l'Ouest francophone". *AUF (Agence universitaire de la Francophonie)*. En ligne sur <https://www.auf.org/wp-content/uploads/2019/10 /Guide-SNRI_eBook.pdf> (consulté le 03.03.2021).
- Tomamichel, S. (2005). ``La recherche en sciences de l'éducation. État des lieux et points de vue". *Recherche en soins infirmiers*, vol. 4, n° 4, pp. 4-17. <https://doi.org/10.3917/rsi.083.0004>

- UN (Université de Nantes). (2020a). ``Les statuts et organisation des laboratoires, structures et pôles de recherche". En ligne sur <<https://www.univ-nantes.fr/exceller-par-la-recherche/laboratoires/les-statuts-et-organisation-des-laboratoires-structures-et-poles-de-recherche>> (consulté le 20.10.2020).
- UN. (2020b). ``Publications scientifiques". En ligne sur <<https://www.univ-nantes.fr/exceller-par-la-recherche/publications-scientifiques>> (consulté le 20.10.2020).
- UNESCO (Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture). (1994). ``La formation initiale et continue des enseignants. Maroc". *6^{ème} session ordinaire du CEART, BIT*, Genève, 12-20 Juillet.
- Vinck, D. (2007). ``Retour sur le laboratoire comme espace de production de connaissances". *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 2, n°2, pp. 159-165.
- Vinck, D. et Zarama, G. (2007). ``La fusion de laboratoires: Processus de gestion et constitution d'une entité pertinente de l'activité scientifique". *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 2, n°2, pp. 267-296.